

181P-1927

**RECOMMANDATIONS À
LA COMMISSION CHARBONNEAU**

ROBERT BENOIT

JUIN 2014

Recommandations à la Commission Charbonneau

Madame La Présidente,
Monsieur le Commissaire,

Permettez-moi de déposer devant votre commission quelques recommandations suite à mon expérience à titre de président du PLQ de 1985 à 1989.

Voici donc, quelques recommandations qui pourraient assurer le respect des règles d'éthique pour les formations politiques québécoises :

- 1- Élection du président du parti au suffrage universel des membres.
- 2- Une entente tacite doit exister entre le chef du parti et son président sur la façon de prévenir toutes formes de magouilles, favoritisme, dons illégaux. Le message du chef et du président d'un parti doit être clair dès le début de mandat et le code d'éthique doit être adopté par tous dès le premier jour.
- 3- Le président et l'exécutif d'un parti doivent être impliqués dans le choix des candidats et candidates. Plusieurs critères doivent prévaloir en tout temps dans le choix des candidats : la réputation de la personne, son passé professionnel, ses employeurs précédents, sa situation financière.
- 4- Les conséquences à tout manquement au code d'éthique doivent être sévères et sans appel. Exemples : suspension du caucus, expulsion du conseil des ministres, aucuns frais d'avocat payés par le parti.
- 5- Au niveau d'un parti politique, le directeur général doit, entre autres responsabilités, faire respecter le code d'éthique du parti auprès des présidents d'associations et des membres et faire des recommandations à l'exécutif du parti. La commission juridique d'un parti peut aider le directeur général et l'exécutif dans cette tâche.

- 6- Le code d'éthique doit être expliqué et bien compris par les employés du parti, les membres de l'exécutif, le personnel politique des bureaux de députés et des ministres.
- 7- Les députés, les membres de l'exécutif d'un parti et les employés doivent signer le code d'éthique.
- 8- Les membres de l'exécutif d'un parti doivent déposer au directeur général la liste de leurs avoirs et ceux de leurs familles.
- 9- Tout membre d'un parti doit pouvoir déposer, de façon anonyme, auprès du président de la commission juridique, des informations sur des manquements au code d'éthique.
- 10- Les partis doivent avoir dans leur budget des réserves financières pour engager des experts pour enquêter sur des informations de malversations.
- 11- Les partis doivent réserver exclusivement aux membres en règle de leur parti l'accès aux conseils généraux, congrès des membres, excluant ainsi les lobbyistes.
- 12- Remettre au cœur de l'action politique des partis l'esprit de bénévolat. Le bénévole d'un parti doit servir et non pas se servir.
- 13- Les partis doivent limiter les objectifs de financement trop ambitieux afin d'éviter des dons illégaux.
- 14- Aucune contribution financière à un parti politique ne doit être rattachée à une promesse de contrat avec le gouvernement.
- 15- Tous les partis devraient mettre de côté un quart (1/4) de leur revenu de financement annuel afin de couvrir les dépenses électorales. Cette approche éviterait les campagnes de financement pendant les périodes électorales. Les candidats pourraient ainsi se concentrer sur leur élection et non sur la levée de fonds.
- 16- Les partis doivent être proactifs auprès de chercheurs universitaires, organismes gouvernementaux ou autres, afin d'améliorer la démocratie et la participation des citoyens, de trouver des moyens de prévenir la fraude et les conflits d'intérêts.

- 17- Au début de chaque année, le président d'un parti doit rappeler devant les membres les règles du code d'éthique du parti et faire rapport sur les manquements.
- 18- Le président d'un parti peut, sur invitation du président du caucus, être invité à rencontrer les députés pour leur rappeler les règles du code d'éthique du parti.
- 19- Le président d'un parti devrait, sur invitation du premier ministre, être invité au conseil des ministres afin de leur rappeler les règles du code d'éthique du parti.
- 20- Les partis doivent se prévaloir d'un comité au suivi des engagements électoraux. Les partis doivent s'assurer que les engagements électoraux pris par le chef soient exécutés durant le mandat et exiger qu'un rapport soit déposé au congrès des membres.

Robert Benoit

Ex-président du Parti libéral de 1985 à 1989

Ex-député d'Orford

Ex-adjoint parlementaire du Premier Ministre M. Robert Bourassa

Ex-président du caucus des députés de l'Estrie

Ex-porte-parole de l'opposition en matière d'environnement et parc

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]